



démocratie
& spiritualité

21 rue des Malmaisons, 75013 PARIS

Tél : 01 45 85 29 87

Courriel : info@democratie-spiritualite.org

Site : <http://www.democratie-spiritualite.org>

Lettre N° 93 du 15 décembre 2010

L'agenda

L'éditorial

Les engagements du Pacte civique mis en débat au sein de D&S

Nouvelles de l'association

- Réunions organisées par D&S
- Université d'été

Résonances spirituelles

- Une conviviale et une méditation autour d'Etty Hillesum, *Marie José Jauze et Martine Bergheaud*

Débats démocratiques

- La démocratie à l'épreuve de la crise sociale, *JB de Foucauld et JC Devèze*
- Place des exclus, *Bernard Ginisty et Lucien Duquesne*

Démocratie & spiritualité

- Le cercueil ou la valise pour les chrétiens du Moyen Orient ? *JC Devèze*
- Echos d'ailleurs

Informations diverses

Annexe : Engagements du Pacte civique mis en débat

Pour recevoir La Lettre par courriel, inscrivez-vous au Yahoogroupe [Demospi](#) (Cet envoi est gratuit, mais une participation aux frais permet de faire vivre l'association. A titre indicatif, 30 € par an).

L'agenda

Au siège de D&S, 21 rue des Malmaisons (75013)

- Mercredi 26 janvier 2011 à 18h : **Conseil d'administration**

Au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)

- Mardi 21 décembre de 18h30 à 19h30 : **méditation inter-spirituelle**
- Mardi 25 janvier de 19h à 21h : **La personne, un défi très actuel pour notre société**, avec Philippe CORMIER, philosophe (voir Informations diverses).

A la fondation Hourdin, 30 rue du Faubourg Montmartre, 75009

- Mercredi 15 décembre 2010 de 18h30 à 20h30 : **Responsabilité sociale de l'entreprise** (atelier 6 du Pacte civique)

L'éditorial

Les engagements du Pacte civique mis en débat au sein de D&S

Notre démarche pour créer et faire vivre un Pacte civique entre dans une phase importante, celle de la mise au point des engagements qui seront proposés à la signature de chacun lors des journées de lancement les 14 et 15 mai 2011.

Lors de la réunion du collectif Pacte civique du 29 novembre, il a été décidé que chaque association soutenant le Pacte civique consulterait ses adhérents sur la nouvelle version provisoire des engagements jointe (p 10). Les synthèses de ces consultations, qui seront faites par chaque organisation, seront mises en commun lors d'une réunion de mise au point définitive des engagements vers la mi-février.

Vous pouvez transmettre vos avis à ds.secretariat@gmail.com, en répondant aux questions suivantes :

- êtes-vous prêt à adhérer aux engagements tels qu'ils sont proposés ?
 - quels sont les engagements pour lesquels vous émettez des réserves ? Lesquelles ?
 - quels amendements vous paraîtraient nécessaires ?
 - manque-t-il un point qui vous semble primordial ?
 - préférez-vous une adhésion en bloc ou que la possibilité soit laissée de choisir ses engagements ?
- Votre réponse s'applique-t-elle à tous les types d'engagement - personnels, collectifs ou citoyens - ou est-elle différenciée ? (

Bon courage pour ce travail qui demande, nous en sommes conscients, un effort d'attention et de réflexion. Mais n'est-il pas venu le temps de prendre le temps de repenser la façon dont nous voulons vivre ensemble en s'appuyant sur une vie démocratique de qualité ?

Rendant concrète l'interaction féconde entre Démocratie et Spiritualité, le Pacte civique peut contribuer à la conduite des transitions nécessaires à la réussite des mutations exigeantes en cours.

Nouvelles de l'association

Réunions organisées par D&S

- Partick Viveret a présenté sa vision de la **sobriété heureuse** le 23 novembre à Paris au Musée social. Son exposé a donné lieu à un riche débat avec Jean-Baptiste de Foucauld et la salle, dont il sera rendu compte dans la prochaine Lettre, une fois que Patrick Viveret aura écrit le chapitre en gestation qui reprendra ses propos. En attendant, on peut visionner une de ses conférences sur [Canal-U - La sobriété heureuse - Patrick Viveret](#).
- Une réunion conviviale a été organisée le 29 novembre sur « la démocratie à l'épreuve de la crise sociale » (voir compte rendu dans la rubrique débats démocratiques).

Université d'été

Le thème de notre prochaine université d'été qui se tiendra à Meylan du 26 au 28 août 2011 portera sur la place de la spiritualité dans le Pacte civique et sur la façon d'allier qualité démocratique et spiritualité (contactez nous si vous êtes intéressé pour participer à sa préparation).

Résonances spirituelles

Une conviviale et une méditation autour d'Etty Hillesum

Marie José Jauze et Martine Bergheaud

« Une spiritualité prophétique », tel était le titre de la conviviale du 4 octobre autour d'Etty Hillesum. Nous avons souhaité cette soirée, car il nous paraît que sa spiritualité est tout à fait en résonance avec celle de beaucoup de nos contemporains qui ne se sentent pas forcément dans un courant spirituel officiel, reconnu, circonscrit, mais plus en accord avec une spiritualité : expérience intérieure où l'on découvre le divin dans notre dimension commune d'intériorité.

A travers des extraits lus dans « Les écrits d'Etty Hillesum », nous souhaitons rendre compte de son expérience de Dieu ; Dieu qu'elle nomme ainsi, dit-elle, pour plus de commodité. Il s'agit d'une expérience intérieure : « Il y a en moi un puits très profond et, dans ce puits, il y a Dieu. Je parviens à l'atteindre, mais plus souvent, des pierres et des gravats obstruent ce puits, et Dieu est enseveli, il faut le mettre à jour. « J'ai en moi un bonheur si complet et si parfait, mon Dieu. Ce qui l'exprime encore le mieux, ce sont ces mots : reposer en soi-même. C'est peut-être l'expression la plus parfaite de mon sentiment de la vie : je repose en moi-même ; et ce moi-même, cette couche la plus profonde et la plus riche en moi où je repose, je l'appelle Dieu. » Il est nécessaire, dit-elle « d'extirper beaucoup de choses de soi-même afin de libérer un vaste espace indivisé où puissent s'épanouir dans leur intégrité de grands sentiments et de grandes communions ». Défricher ces espaces, pour « les étendre de proche en proche » non pas pour une paix seulement en soi, mais pour que cette paix « irradie vers les autres ».

Pour Etty, on ne peut changer le monde sans se changer soi-même : « la saloperie des autres est aussi en nous, et je ne vois aucune autre solution que de rentrer en moi-même, dans son propre centre et d'extirper de son âme toute cette pourriture. Je ne crois plus que nous puissions corriger quoique ce soit dans le monde extérieur que nous n'ayons d'abord corrigé en nous. » C'est un processus de recherche de sens qui dure une vie. Il ne s'agit pas pour Etty de laisser les événements du monde à l'extérieur ; « il est nécessaire de les tirer au clair en soi ». Elle rend compte de ce

processus intérieur ainsi : « Tout ce que je vis ne m'appartient pas en propre. Je ne peux le garder pour moi seule, je dois en rendre compte devant l'humanité ». Ainsi s'offre-t-elle « à toutes les tempêtes, à tous les vents, à toutes les stimulations du dehors » : « Aucune facette de cette vie ne m'est étrangère ou destinée à le rester. » Elle ne travaille pas à sa propre vie, mais à celle de tous ceux qu'elle a inclus dans son propre monde intérieur : « il ne s'agit donc pas de cette petite part de moi en moi-même, mais de toutes celles que la vie a abritées en moi ». Pour Etty, chaque être humain est un médiateur entre nous-mêmes et la vie. En chaque être humain, nous apprenons à connaître la vie sous une autre forme. « En moi, dit Etty, des terres sont en friches, où la plus élémentaire humanité n'a pas encore posé le pied ».

Lors de la dernière méditation, nous avons proposé de poursuivre dans le silence « une écoute du dedans », selon les propres termes d'Etty Hillesum. Dans la crypte du forum 104, nous étions une quinzaine de personnes recueillies dans le silence pour résonner à ces deux très beaux extraits :

« Quant au terme d'une évolution longue et pénible, poursuivie de jour en jour, on est parvenu à rejoindre en soi-même ces sources originelles que je choisis d'appeler Dieu, et que l'on s'efforce désormais de laisser libre de tout obstacle ce chemin qui mène à Dieu ; et cela, on l'obtient par un travail intérieur sur soi-même, alors on se régénère constamment à cette source et l'on n'a plus à redouter de dépenser trop de forces. »

« De fait ma vie n'est qu'une perpétuelle « écoute au-dedans » de moi-même, des autres, de Dieu en moi qui « est à l'écoute ». Ce qu'il y a de plus essentiel et de plus profond en moi écoute l'essence et la profondeur de l'autre. Dieu écoute Dieu. »

Voilà bien le langage de l'âme : expression d'une authentique mystique !

Débats démocratiques

La démocratie à l'épreuve de la crise sociale

Jean-Baptiste de Foucauld, Jean-Claude Devèze

Le fonctionnement de notre démocratie a une fois de plus donné des signes de faiblesse lors de la réforme des retraites, d'où la réunion conviviale que nous avons organisée le 29 novembre sur « la démocratie à l'épreuve de la crise sociale ».

Dans un premier temps, nous avons cherché à déterminer les raisons de nos difficultés à trouver un compromis acceptable par une majorité de citoyens pour la réforme des retraites :

- le temps nécessaire à l'appropriation de la remise en cause d'acquis sociaux conquis de haute lutte a manqué ; cela pose la question du traitement du symbolique par la démocratie, beau sujet de réflexion pour D&S : ni soumission au symbolique existant, toujours critiquable, ni concession à l'iconoclasme, toujours tentant, mais respect critique et éthique de la discussion ; en l'espèce, les concertations ont été engagées sans attendre la remise de l'expertise réalisée par le Conseil d'Orientation des Retraites, le temps du débat n'a pas été organisé de façon claire et aucune porte de sortie n'a été prévue pour les opposants à la réforme ;
- cette remise en cause de la retraite à 60 ans s'est inscrite dans une séquence historique marquée par d'autres réformes (en 1993 et 2003) sur le même sujet qui n'avaient pas donné lieu à un large consensus ; ainsi la CFDT avait obtenu, en contrepartie de son acceptation de la réforme précédente, des avancées pour ceux qui avaient commencé à travailler

précocement, et qui pouvaient partir en retraite avant 60 ans. Mais, seule à signer, elle avait été critiquée à l'époque. Elle se retrouvait donc en porte à faux pour faire passer des approches novatrices tout en sauvegardant l'unité syndicale. Le fait que les principes de réforme aient changé entre 2003 et 2010 a compliqué encore plus le problème. Alors qu'en 2003 on établissait un lien entre durée de cotisation et augmentation de l'espérance de vie, en 2010 on a agi sur les bornes d'âge de 60 et 65 ans.

- notre société apparaît comme injuste à un nombre grandissant de citoyens, sentiment aggravé par les conséquences de la crise financière, d'où la cristallisation des mécontentements croissant sur ce dossier emblématique ;
- les contre propositions d'un PS divisé n'étaient pas toutes crédibles (par exemple les mesures fiscales préconisées pour équilibrer le financement des retraites ne pourront être renouvelées quand il faudra s'attaquer au déficit de la Sécurité Sociale, à la dépendance et à la résorption de la dette publique) ;
- à une organisation hiérarchique de la société s'ajoute une organisation complexe en réseau, ce qui doit conduire à repenser la façon de débattre et de créer de la confiance à chaque noeud important de réseau.

Nous avons ensuite examiné diverses autres pistes pour conduire des réformes difficiles :

- organiser une conférence citoyenne, avec tirage au sort de citoyens qui, formés par des experts, débattent avec eux (proposition pour reprendre le dossier des retraites qui sera peut-être de nouveau sur la table en 2012) ;
- s'appuyer sur la loi obligeant à une négociation entre partenaires sociaux avant que l'Etat matérialise le compromis trouvé ou tranche en cas de désaccord ;
- mixer conférence citoyenne et négociation entre partenaires sociaux dans le cadre d'une négociation sociale et citoyenne.

Plus largement, nous avons posé la question des conditions à réunir pour conduire en France des réformes délicates. D'abord, il s'agit de veiller aux modalités : prendre en compte le facteur temps, s'appuyer sur une expertise de qualité, faire oeuvre de pédagogie, adapter la programmation de la réforme et les méthodes de la négociation à chaque cas. Par ailleurs il est primordial de trouver, entre pertes et gains des parties concernées par la réforme, un nouvel équilibre porteur de plus de justice. Enfin chacun doit prendre ses responsabilités, et d'abord ceux que nous avons élus.

Sur la question de la responsabilité des élus, il est intéressant de relire la fin du compte rendu d'une conférence débat organisée par D&S avec Nicolas Tenzer à la suite de la sortie de son livre *France : la réforme impossible ?* (Flammarion, 2004).

« Trop d'hommes politiques ne se conduisent pas comme de vrais responsables ; ils sous-estiment les drames et les peurs et, devant l'énoncé des maux de notre société (illettrisme, grande pauvreté, chômage de longue durée, insécurité, crise des banlieues), affirment à chaque fois : « il ne faut pas exagérer », jusqu'au jour où les problèmes éclatent sur la place publique. Faute de stratégie à moyen terme et de vision nourrie par la réflexion et la confrontation des opinions, ils paraissent incapables de réussir des réformes d'envergure. Il ne s'agit pas uniquement d'un problème de volonté ou de courage, mais bien d'intelligence collective. Nous manquons cruellement de lieux pour penser les réformes et en débattre. »

Place des exclus

Bernard Ginisty et Lucien Duquesne

Le 13/11/10, en commentant le rapport annuel du Secours Catholique sur l'état de la pauvreté en France, j'écrivais, à la fin de ma chronique, qu'une « société se juge à la façon dont elle traite les

exclus ». Cette phrase a fait réagir un de mes amis, Lucien Duquesne, Vice-Président d'ATD Quart Monde et membre du Conseil Economique, Social et Environnemental. Cette analyse de notre rapport à ce qu'on appelle les exclus venant de la part d'un militant engagé depuis des dizaines d'années auprès des plus pauvres me paraît particulièrement éclairante. Aussi, je lui laisse volontiers la parole pour enrichir mon propos un peu rapide de la semaine dernière.

Tu écris : « une société se juge à la façon dont elle traite ses exclus ». Cette phrase est, pour moi, l'expression d'une attitude bien ancrée qui concourt d'une certaine façon à maintenir le statu quo dans la conception que, globalement, se fait la société, notamment la "bien pensante", de son rôle vis-à-vis "des exclus".

Que l'on puisse dire qu'une société se juge à la façon dont elle traite ses prisonniers ne me gêne pas. Les prisonniers font partie d'une population bien identifiée, sinon homogène, qui vit pour un temps plus ou moins long, dans un cadre précis : la prison. Il n'en va pas de même pour toutes ces personnes que la pauvreté et la misère contribuent effectivement à "exclure", mais sans en faire pour cela une catégorie et encore moins une catégorie à "traiter".

Je pense que la grande dérive - l'échec - du caritatif, qu'il soit confessionnel ou non, c'est d'avoir contribué à institutionnaliser le "traitement" des "exclus". Comme s'il y avait, d'une part nous et, d'autre part, eux. Nous qui bénéficions peu ou prou d'un égal accès au droit commun. Eux pour qui le droit commun est inaccessible et qui doivent donc bénéficier d'un "traitement" à part. Eux qui font l'objet de notre solidarité-charité et nous qui concevons et mettons en oeuvre cette solidarité-charité, sans même chercher à savoir, sérieusement, ce qu'ils en pensent, eux. (J'ai été très choqué par l'encyclique de Benoit XVI sur la charité, où il se place exclusivement du point de vue de ceux qui font la charité).

Pour moi, la fraternité au quotidien que tu évoques à la fin de ton papier ne doit pas conduire à "traiter" mieux ou moins mal les "exclus". Elle doit conduire la société à prendre comme mesure de ses progrès dans tous les domaines (démocratiques, économiques, culturels...) l'accès effectif de ses membres les plus pauvres et les plus exclus non pas aux aides publiques ou privées, mais au droit commun, c'est-à-dire aux droits de tous. Parmi ces droits, celui de pouvoir exprimer sa réflexion et son point de vue, son savoir propre, n'est pas le moindre.*

Le plus grand danger, c'est d'enfermer "les pauvres", "les exclus", dans "la pauvreté", dans "l'exclusion". Et de ne plus envisager pour eux que le "traitement" de cette pauvreté et de cette exclusion.

*C'est pourquoi je suis si fier que le Conseil économique, social et environnemental ait apposé sur l'un de ses murs la phrase suivante : **"Considérer les progrès de la société à l'aune de la qualité de vie du plus pauvre et du plus exclu est l'honneur d'une nation fondée sur les droits de l'homme."***

Merci, Lucien, de nous rappeler le danger d'enfermer nos semblables dans des étiquettes sous prétexte de leur faire du bien et de nous ramener à l'essentiel qui est l'engagement pour un fonctionnement plus juste et plus solidaire de toute la société.

* Fin du papier de **B. Ginisty** le 13/11/10 : « *L'inflation médiatique des beaux magazines, des belles images et des belles réussites cache trop souvent cette désespérance quotidienne qui atteint des millions de nos concitoyens. Plus que jamais, nous devons savoir qu'une société humaine ne se construit pas dans une jungle économique où la dévotion à la « main invisible du marché » pourrait nous dispenser d'inventer au quotidien plus de fraternité* ».

Remarque de **Jean-Baptiste de Foucauld** : Il y a longtemps que je préconise de bannir de notre vocabulaire l'expression « les exclus ». Il n'y a pas d'exclus, il n'y a que des situations d'exclusion, ce qui est tout différent et doit être analysé comme tel.

Démocratie et spiritualité

Le cercueil ou la valise pour les chrétiens du Moyen Orient ?

Jean-Claude Devèze

Au vingtième siècle, ce furent le génocide arménien, le départ des communautés grecques de Turquie, les pogroms et la Shoah, la partition Inde-Pakistan, etc. ; ce début de second millénaire est porteur de nouvelles tragédies, en particulier au Moyen Orient comme le montrent les récentes persécutions des chrétiens d'Irak.

Que faire face au départ progressif des chrétiens du Moyen Orient ? Certes, à court terme, chacun doit marquer sa solidarité face à des barbares qu'il faut dénoncer. Mais il apparaît bien difficile de contrer le terrorisme d'Al Quaida et les dérives des islamistes. Que pèsent une résolution du conseil de sécurité, un appel d'autorités religieuses, un manifeste d'intellectuels arabes* face aux extrémismes et aux replis communautaires ? Qui s'intéresse en Europe et au Moyen Orient aux récents défilés des exilés chrétiens du Moyen Orient et de leurs sympathisants à Bruxelles, Lyon ou Paris ?

Face au constat que c'est d'abord aux pouvoirs en place de protéger leurs minorités et de préserver une diversité enrichissante pour tous, il est important de les interpeller sans cesse sur leur incapacité à garantir de façon efficace et durable la sécurité de toutes les communautés.

Ne faut-il pas aussi de se demander quelle est la responsabilité d'un occident interventionniste qui a donné des prétextes aux agissements des forces barbares ? Les interventions américaines en Irak et en Afghanistan et la non résolution du conflit Israël-Palestine ne sont-ils pas en partie la cause de ces drames ?

Il s'agit donc de dénoncer avec autant de force les persécuteurs des chrétiens du Moyen Orient, les pouvoirs en place laissant des minorités servir de boucs émissaires, et les apprentis sorciers habillant leurs interventions maladroites de prétextes fallacieux.

Face aux multiples problèmes que pose la cohabitation de personnes de culture et de religion différentes, D&S se préoccupe à la fois de l'amélioration d'un vivre ensemble valorisant nos diversités, de l'édification d'une citoyenneté responsable et d'une laïcité respectueuse de l'altérité, de l'approfondissement de nos vies intérieures, porteur de non violence et de fraternité.

** « Les intellectuels arabes signataires du présent manifeste considèrent les attaques barbares contre les chrétiens en Irak, comme des crimes contre l'humanité.*

Ces crimes qui s'inscrivent dans une série de crimes collectifs visant les civils irakiens, toutes appartenances confondues, constituent un des aspects de la guerre livrée contre la liberté des individus et des minorités, ainsi qu'à leur droit légitime à la vie, à l'opinion et à l'expression.

Les actes de répression et d'intimidation que subissent les populations civiles irakiennes en général, les chrétiens en particulier, visent à vider l'Orient arabe de sa plus vieille composante humaine et à défaire sa pluralité civilisationnelle, ainsi que sa diversité culturelle, anéantissant ainsi l'acception même de cet Orient.

Ceux qui perpétuent ces crimes au nom de la pensée et de l'appartenance uniques, pointent leurs armes contre tous les peuples de la région et contre ses générations futures, préparant

à des guerres obscurantistes sans fin dans l'ensemble des pays arabes.

Nous appelons le peuple irakien à une prise de conscience immédiate avant qu'il soit trop tard et avant de sombrer dans le gouffre de la haine confessionnelle et de la pensée rétrograde et passéiste. »

Echos d'ailleurs

Cette rubrique se propose de se faire l'écho d'articles de presse, de livres ou d'autres formes d'expression (cinéma, théâtre, etc.) qui évoquent les liens et les tensions entre démocratie et spiritualité. Nous vous invitons à l'alimenter de vos propres découvertes.

Cultures et religions : les nouveaux défis, un article de Gaston Pieri dans Etudes (décembre 2010)

Un double phénomène se dessine depuis quelques décennies. Tantôt le religieux est à ce point identifié à une culture qu'on ne sait plus si « chrétien » et « musulman » désignent une croyance religieuse ou une identité culturelle. Tantôt les courants religieux fondamentalistes se déploient dans une déconnexion délibérée de toute appartenance culturelle.

Interview de Marcel Gauchet par Télérama (N° 3178 du 8 décembre 2010)

« La vraie ligne de clivage, aujourd'hui, passe, au-delà des familles politiques, entre ceux pour lesquels la réflexion sur l'aventure humaine est plus que jamais nécessaire, et ceux qui la considèrent comme dépassée, pour lesquels la prospérité, l'hédonisme ou une certaine liberté apportent des réponses à tout. Tout laïc que je puisse être, je me sens beaucoup plus proche de l'esprit religieux que de beaucoup de laïcs qui me semblent à la dérive dans une sorte d'humanisme spontané, cette pente de la société à l'incuriosité, l'inculture et la déculturation. Beaucoup appellent *spirituel* le fait de continuer à creuser le mystère humain. C'est un mot dans lequel je me reconnais tout à fait. »

Ce n'est qu'un début, un film de Jean-Pierre Pozzi et Pierre Barougier, avec Isabelle Duflocq, Pascaline Dogliani Jean-Claude Devèze

Une école de la région parisienne a expérimenté durant deux ans la création d'un atelier de « philosophie » en classe de maternelle. Chaque mois, en cercle autour de la flamme d'une bougie rituellement allumée par la maîtresse, les enfants dialoguent d'une manière très libre sur des sujets variés comme le pouvoir, la liberté, l'intelligence, l'amour, la mort, la peur, la différence. Ils apprennent ainsi, au fil de leurs interventions successives à réfléchir, à s'exprimer, à s'écouter, à penser, à dialoguer, formant ainsi une « communauté en recherche ».

Ce film est l'occasion pour nous de saisir des mots d'enfants insolites, savoureux ou poétiques qui nous font pénétrer dans l'univers des 4-6 ans. L'âme, c'est quoi ? « *Un truc invisible qui est bleu* ». L'amour ? « *Ça fait des petits guili dans le ventre* ». La liberté ? « *C'est quand on peut être un petit peu seul, respirer un petit peu et être gentil* ». Il permet aussi d'appréhender les influences du milieu familial sur la construction de positions sur des points sensibles comme la préférence d'une couleur de peau, la place des mâles dans la société ou ce qui nous attend après la mort.

Peu à peu, l'atelier devient un moment privilégié où chacun réfléchit sur la parole de l'autre, où le bon et le mauvais élève sont également entendus, où l'écoute est privilégiée par rapport à la bagarre. Dans une époque où les enfants de tous milieux ont besoin de repères sociaux, moraux et éthiques, la maîtresse n'inculque aucune morale mais leur permet de la construire. Les enfants, attachés à la

poursuite de cette activité, semblent désormais capables de se poser des questions profondes et de les poser aux autres et en premier lieu à leurs parents.
Voici le type d'expérimentation scolaire qu'on aimerait que les communautés éducatives multiplient en les adaptant à chaque situation.

Informations diverses

- Rencontre-débat avec **Benjamin Stora** autour de son dernier ouvrage *Algérie 1954-1962 : Lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre*. Un rendez-vous [PlaNet DZ](#) le 21 décembre 2010 à 18h30 au French K-WA, 6 rue Planchat, 75020 Paris (Réservation obligatoire à : [infopamis\(at\)gmail.com](mailto:infopamis(at)gmail.com))
- Débat du club Convictions avec **Stéphane Rozes**, politologue et président de la société Conseils Analyses et Perspectives, autour de deux thématiques : **Où en sont les français dans leur lien avec la politique et l'éthique ? Panorama des think tanks français**. Mardi 21 décembre 2010 de 18h30 à 20h00, Fondation Jean Jaurès, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris (L'accès à la cité privée Malesherbes se fait au niveau du 59 rue des Martyrs).
- **Jean-Baptiste de Foucauld** : « **Quel sens donner aujourd'hui à l'engagement social ?** », Conférence organisée par le GREP-Midi-Pyrénées à l'École supérieure de commerce de Toulouse, samedi 8 janvier 2011 à 18h.
- Conférence organisée par le Forum 104, en partenariat avec *Démocratie et Spiritualité* et *La Vie nouvelle* : **La personne : un défi très actuel pour notre société**, avec Philippe CORMIER, philosophe. Mardi 25 janvier de 19h à 21h au Forum 104, 104 r de Vaugirard, 75006 Paris (Entrée : 10€, adhérents : 8€).
Notre société est une fois de plus menacée de déshumanisation. Face aux injustices sociales et aux inégalités, à une institution scolaire qui met en échec une partie importante de sa population d'élèves, à une psychiatrie qui tend à oublier le sujet, le rappel que l'homme est une « personne » doit nous aider à refonder nos pratiques et nos prises de position : qu'est-ce que cela implique dans les domaines politique, social, éducatif ou dans l'approche de la maladie mentale et de la souffrance psychique ?
- **Jeanne Laplane** nous signale un livre publié par la présidente du centre socioculturel Roy d'Espagne où elle travaille à Marseille :

Femmes à l'image... quand le regard libère les mots.

L'olivier bleu et Sémaphore 2010, 155 p, 21 €

Ce livre est le fruit d'une collaboration de cinq années entre la photographe Anne-Marie Camps, la rédactrice Claudie Larrieu Clerc et quatorze femmes vivant à Marseille et dans les petits villages près d'Oran. Un appareil photo numérique leur était confié avec la consigne de laisser s'exprimer leurs émotions. Des ateliers se sont déroulés dans les villages et à l'Olivier bleu, centre Léo Lagrange du quartier des Aygalades de Marseille, où elles ont commenté leurs images, donné un sens et de la valeur à leur écriture, les photos des unes libérant la parole des autres et inversement. Ces femmes par leur vitalité, leur humour, leurs combats trouvent les chemins de la résistance et du partage. Les phrases simples qu'elles prononcent expriment avec pudeur un bonheur et une spiritualité qui animent leur vie quotidienne.

- Alternatives économiques publie **Pour une autre économie** : 60 propositions du Labo de l'économie sociale et solidaire présidé par **Claude Alphandéry**, pour produire, consommer et décider autrement, de manière plus respectueuse de l'homme et de la planète. Hors-série 120 pages, 9,50€.

Engagements du Pacte Civique

Sens et portée des engagements

Les engagements qui suivent et auxquels il vous est demandé d'adhérer ont été élaborés par des associations et personnalités promouvant le Pacte civique à partir de leurs expériences et convictions. Ils se veulent à la fois réalistes et exigeants. Il importe que chacun en mesure la portée et la signification qu'il leur donne, l'application qu'il compte en faire. Ces engagements vous concernent à la fois en tant que **personnes** soucieuses de mieux-vivre, en tant qu'**acteurs** engagés dans la vie économique, sociale, culturelle ou civique, en tant que **citoyens** participant à la vie politique de notre pays. Ces trois dimensions sont pour nous indissociables.

Ils concernent différents aspects de la vie collective dont certains peuvent être éloignés de vos préoccupations. Ils nous ont pourtant paru nécessaires pour construire ensemble le socle d'une démarche globale de progrès démocratique. **Les problèmes à résoudre sont liés entre eux et doivent être traités ensemble.** C'est pourquoi nous avons opté pour une adhésion à l'ensemble des engagements proposés. C'est aussi une manière de se faire mutuellement confiance et de reprendre confiance en notre capacité collective de changement.

Pour autant, nous n'avons pas l'ambition de tout traiter, ni de nous substituer à qui que ce soit. Face à des défis considérables et des menaces réelles de dislocation sociale, nous voudrions apporter les **bases du renouveau** qu'il nous paraît nécessaire de partager pour amorcer une nouvelle phase de civilisation.

Nous savons, en outre, que la société est complexe, que l'action ne coïncide pas avec les intentions, que ce qui apparaît juste et nécessaire à un moment donnée peut se révéler contre-productif à un autre. Ces engagements peuvent donc être amenés à évoluer. **Ils valent autant par les intentions qui les animent que par les modalités de leur mise en œuvre.**

Vous pouvez avoir des réserves vis-à-vis de quelques-uns d'entre eux, tout en adhérant clairement avec la démarche exposée dans la plateforme [Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie](#). Dans ce cas, **vous pourrez faire part de vos réserves sur le site internet du Pacte (ou par courrier)**. Ces réserves seront portées à la connaissance des signataires de la plateforme qui constituent le comité de pilotage du Pacte, celui-ci se réservant la possibilité d'en tenir compte pour adapter les engagements.

Cette adaptation pourra également être poursuivie, en particulier lors des **deux évaluations** qui seront réalisées, la première fin 2012 et la seconde fin 2013.

L'objectif du pacte civique est de définir un nouveau « contrat social et citoyen ».

Retrouver la qualité de notre démocratie et notre implication citoyenne passe par une conviction et une attitude exprimées par des engagements.

- **Engagements personnels : ...en tant que personne**

A) pour développer la qualité de la démocratie

- Je me donne régulièrement le temps de réfléchir au sens de mes actions et à leur qualité démocratique.
- Je prône la liberté de conscience et le respect de tous.
- Je favorise l'expression de tous, particulièrement de ceux qui d'habitude sont privés de parole.
- Je contribue au débat public en m'informant et en m'exprimant
- Je participe aux divers processus électoraux.

B) pour lutter contre les inégalités

- Je paie mes impôts sans frauder.
- Je fais usage des services de la collectivité en fonction de mes besoins réels et de mes capacités.
- J'augmente les dons en temps et/ou en argent que je consacre à des actions de solidarité.

C) pour mieux vivre ensemble

- Je recherche un juste équilibre entre les temps que je consacre à la satisfaction de mes besoins matériels, relationnels et spirituels
- Je fais preuve d'intérêt pour l'autre quelle que soit sa différence pour construire avec lui le vivre ensemble.
- Je limite mes gaspillages et j'adapte mes consommations et acquisitions en fonction de mes besoins essentiels, du souci d'autrui et de l'avenir de notre planète.
- Je travaille à la conservation, à l'harmonie et à la beauté de l'environnement.

- **Engagements collectifs : ...en tant qu'acteur**

(engagements à approuver, en principe, en même temps que les autres, mais le débat doit se poursuivre sur ce point)

En tant qu'acteur dans les différents collectifs où je suis inséré (administrations, entreprises, syndicats, associations, groupes de réflexion, partis politiques, etc.), je m'efforce, dans la mesure des possibilités et des responsabilités dont je dispose, de **promouvoir la créativité, la sobriété, la justice et la fraternité**. A cet effet :

13. Dans les organisations où je déploie mon activité, je propose de réaliser un audit sur la manière dont ces principes s'appliquent.

14. Dans les communautés éducatives, je milite pour l'apprentissage de la sociabilité, de l'écoute, de la non-violence et du dialogue.

15. Dans les collectivités locales, je m'efforce de développer un esprit de fraternité créative et participative et je milite pour que les logements sociaux représentent 20% du parc immobilier, pour que soit mis en place un programme efficace en faveur du développement durable, pour que le service civique soit activement promu afin de renforcer la mixité intra et intergénérationnelle, et

pour que le bénévolat soit soutenu et valorisé

16. Dans les entreprises, je combats les licenciements qui n'ont d'autre but que d'accroître les bénéfices, je propose de réduire l'échelle des revenus (avec l'objectif d'obtenir que les revenus des 10 % les mieux rémunérés ne représente pas plus de 5 fois la masse salariale des 10 % les moins rémunérés), et je milite pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale, en lien avec les comités d'entreprise et les salariés.

17. Dans les associations et organismes de l'économie sociale et solidaire, je milite pour accroître les coopérations de manière significative afin de favoriser les synergies, de réduire la concurrence pour l'accès aux financements, et de s'insérer systématiquement dans des réseaux européens ou internationaux.

18. Dans les banques et organismes financiers,...

19. Dans la fonction publique,

20. Dans les organisations syndicales,...

21. Dans les partis politiques,....

22. Dans les associations culturelles, culturelles, ...

- **En tant que citoyen :....je demande aux responsables politiques**

A) pour développer la qualité de la démocratie

23. Favoriser une meilleure représentation des populations dans leur diversité (statut de l'élu, reconnaissance du vote blanc, recours au tirage au sort, conférences citoyennes, limitation du cumul des mandats et de leurs rémunérations,...).

24. Créer un observatoire de la qualité démocratique pour évaluer la qualité des pratiques en cours dans notre société.

25. Promouvoir des innovations dans les modes de choix des responsables, ainsi que dans les formes de représentation et de consultation (par exemple conférence citoyenne sur les retraites en 2012).

26. Donner le droit de vote aux élections locales aux personnes étrangères régulièrement établies.

27. Renforcer le contrôle démocratique et citoyen sur les dépenses publiques.

28. Dans les politiques publiques, notamment celles qui luttent contre l'exclusion et le chômage, allouer une part des crédits à l'expression des destinataires pour qu'ils puissent d'une part s'organiser et d'autre part contribuer à l'élaboration et à l'évaluation de ces politiques

B) pour lutter contre les inégalités

29. Revoir, de manière équitable, le niveau de la fiscalité, tout en prenant en compte l'environnement concurrentiel.

30. Faire de l'emploi pour tous et du soutien aux personnes en recherche d'emploi une priorité nationale réelle et partagée et organiser un grenelle de l'emploi.

31. Supprimer les paradis fiscaux.

C) pour mieux vivre ensemble

32. Chercher avec les jeunes les conditions d'une meilleure intégration dans la société et accorder la protection sociale de droit commun aux jeunes qui s'engagent dans un parcours d'insertion structuré.

33. Redéfinir les formes, les instruments et les moyens d'une éducation populaire et citoyenne tout au long de la vie.

34. Promouvoir le service civique afin de l'appliquer à tous les âges et d'en faire une expérience de mixité d'origines et de cultures.

34. Chercher avec les collectivités locales la redéfinition des politiques de la Ville et des territoires.

35. Au sein de l'Union européenne, harmoniser progressivement la fiscalité et la protection sociale, et œuvrer à l'augmentation du budget européen et à sa dotation en ressources propres afin de renforcer les politiques communes.

36. Redéfinir les conditions et les moyens pour construire des partenariats équilibrés dans la durée entre les pays de l'Union européenne et les pays émergents et/ou en voie de développement.

En attente : engagements financiers, écologiques